



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Lu-vu-entendu,2640>

Lu, vu, entendu

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 843 - mars 1986 -

Date de mise en ligne : lundi 22 juin 2009

Date de parution : mars 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Coût humain d'une guerre nucléaire

Une guerre nucléaire, au cours de laquelle serait utilisée la moitié des arsenaux américains et soviétique contre le quart ou le tiers des villes des Etats-Unis, de l'Europe et de l'Union Soviétique, causerait la mort de 2,5 milliards de personnes, selon une étude d'un comité des problèmes de l'environnement qui réunit près de trois cents savants de trente pays différents. Cette étude reprend la thèse de « l'hiver nucléaire » lancée, en 1982, par le savant ouest-allemand Paul Crutzen, selon laquelle le froid et l'obscurité, la fumée et la poussière s'écarteraient sur la Terre en même temps que la famine et la stérilité des sols.

(Le Monde, 14 septembre 1985)

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET CHOMAGE

Dans La Grande Revue de juillet 1984, n° 825, on pouvait lire cet encart :

Les 35 heures viendront-elles de la R.F.A. ?

L'I.G. Metall, puissant syndicat de 2 millions 1/2 d'adhérents en R.F.A. revendique les 35 heures sans diminution de salaire (donc du pouvoir d'achat). Cris d'opposition du gouvernement et du patronat. Le syndicat, qui insiste sur l'augmentation des profits ces dernières années, malgré la crise, précise que cette « révolution » n'augmenterait que de 6,5 % les charges du patronat, augmentation vite rattrapée par l'accroissement de la productivité. En tous cas, la grève continue.

Or, Le Matin du 12 novembre 1985 précise :

La réduction du temps de travail a créé 102 000 emplois dans la métallurgie ouest-allemande. C'est ce que vient d'annoncer l'IG Metall qui a mené l'année dernière une longue grève pour faire descendre la durée hebdomadaire de travail à 38 heures et demie.

Toujours selon le syndicat, cette réduction n'a entraîné aucune perte de productivité des producteurs de la RFA.

Les 38 h.1/2 avaient été obtenues sans réduction des salaires. Lorsqu'il avait déclenché la grève, le syndicat de I.G. Metall pensait qu'une réduction de 5 h. du temps de travail par semaine créerait 500 000 emplois !

« L'EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LA TELEPHONIE

Les effectifs vont continuer à diminuer de 1% à 3% par an :

De quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante salariés en 1977, les effectifs de la téléphonie sont passés à soixante-cinq mille cinq cent quarante-neuf en 1983, soit une baisse de 23% »

(Le Monde, 27 décembre 1985)

« BRESIL

inflation record de 234 % - La hausse des prix Ã la consommation a atteint 13,4 % en dÃ©cembre, portant l'inflation pour 1985 Ã un niveau record de 234 %, contre 208,8 % pour 1984, annonce le ministÃ¨re de la planification. La poussÃ©e des prix agricoles, + 280 % cette annÃ©e, a constituÃ© l'un des principaux facteurs des prix qui inquiÃ¨te tout particuliÃ¨rement les crÃ©anciers du BrÃ©sil, champion de la dette extÃ©rieure latino-amÃ©ricaine avec environ 104 milliards de dollars ».

(Le Monde, 27 dÃ©cembre 1985)

Ah, les honnÃªtes gens !

« L'argent qui rapporte deux fois.

Certaines entreprises (parfois parmi les plus grandes) « font du gras » avec l'argent de l'Etat en profitant de la procÃ©dure des prÃªts bonifiÃ©s : voici une des conclusions d'un rapport, encore secret, de l'inspection des Finances. Ces entreprises replacent Ã taux juteux les capitaux empruntÃ©s Ã taux bonifiÃ©s et thÃ©oriquement destinÃ©s Ã l'investissement ou Ã l'exportation. Un dÃ©tournement qui est rarement sanctionnÃ© ».

(Nouvel Observateur - DÃ©c. 1985)

LAIT : LE QUOTA NATIONAL RISQUE D'ETRE DÃ©PASSÃ©

Le rythme de la production laitiÃ¨re reste trop important et le quota annuel de 25,3 millions de tonnes, attribuÃ© Ã la France par l'accord europÃ©en, risque d'Ãªtre dÃ©passÃ© de 250 000 tonnes pour la campagne 1985-1986, a indiquÃ©, jeudi 7 novembre, l'Office du lait (Oni- lait). Cet excÃ©dent pourrait entraÃªner le paiement par les producteurs d'une amende de 500 millions de francs. Les hausses de production des mois d'aoÃ»t, septembre et octobre ont Ã©tÃ© respectivement de 5,8 %, 4,5 % et 2 par rapport aux mois correspondants de 1984. Pour les cinq mois qui restent jusqu'Ã la fin de la campagne laitiÃ¨re, l'Office prÃ©cise que la production ne devra pas dÃ©passer un rythme mensuel d'augmentation de 1 %.